

9^E CIRCONSCRIPTION. Bruno Millienne : « Mettre l'accent sur l'économie verte »

Le président du MoDem des Yvelines, Bruno Millienne est, comme Michel Vialay, un nouveau député. Il siège dans les rangs de la majorité présidentielle.

LES PRINCALES COMMUNES DE LA CIRCONSCRIPTION

Aubergenville, Bonnières, Bréval, Epône, Ecqueville, Freneuse, Guerville, Houdan, Les Mureaux, Maule, Mézières.

Le Courrier de Mantes : comment organisez-vous votre travail entre l'Assemblée nationale et votre circonscription ?

Je suis à l'Assemblée du mardi au jeudi jusqu'à ce que les lumières s'éteignent. J'essaie de préserver le lundi et le vendredi pour des rendez-vous en circonscription et le samedi matin pour des rendez-vous à la permanence de Maule. Il arrive parfois que le travail parlementaire m'oblige à reporter des rendez-vous en circonscription. J'essaie de trouver un équilibre entre le travail législatif et la présence sur le terrain. Les deux sont importants : quand on réfléchit à un texte de loi, il est bon d'avoir le ressenti du terrain. Cela permet de ne pas être déconnecté de la réalité. Je pense notamment à la loi sur le droit à l'erreur sur laquelle nous travaillons actuellement.

GPS&O trop loin, trop vite

Quelle est votre organisation logistique, combien de collaborateurs et combien cela coûte-t-il ?

J'ai deux collaborateurs à plein-temps, un chef de cabinet qui m'accompagne presque tout le temps et une assistante qui fait beaucoup de travail préparatoire dans le cadre de ma commission « développement durable et aménagement du territoire ». J'ai également une assistante à temps partiel pour la permanence de Maule. Ce dispositif absorbe la totalité de l'enveloppe mensuelle pour les collaborateurs qui de mémoire est de 9 850 € (NDLR : 10 581 € au 1^{er} janvier 2018). Ils accomplissent un travail remarquable et très minutieux pour que les textes de lois soient les mieux faits possible. Les frais de la permanence sont pris sur les frais de mandat et de secrétariat, l'ex IRFM indemnité représentative de frais de mandat. Le loyer des locaux de la permanence est de 1 340 € par mois. (NDLR : l'enveloppe est de 5 373 € par mois. L'argent qui n'est pas utilisé doit

être restitué en fin de mandat).

Sur le site NosDéputés.fr, vous apparaissez parmi les 150 députés les plus actifs. Un commentaire ?

Être dans les 150 premiers c'est satisfaisant. Mais je trouve ce classement trop quantitatif et pas assez qualitatif.

La métropole à la taille de la Région

Vous êtes membre de la commission développement durable et aménagement du territoire. Quel est votre travail au sein de cette commission ?

Je travaille sur trois points en particulier au sein de cette commission : la mobilité de demain. J'ai déjà alerté le gouvernement car je considère qu'on s'engage dans la voiture électrique comme on s'est engagé autrefois dans le diesel. Je pense qu'il y a d'autres solutions. L'habitat de demain : c'est une vraie préoccupation car d'ici 2050, la matière première, le sable va commencer à manquer. Il faut donc construire les filières de matériaux « biosourcés » comme les végétaux. Cela doit se faire collaboration avec le monde agricole. Le troisième, c'est l'agriculture avec le volet indispensable de la diversification.

Vous êtes aussi président ou vice-président de plusieurs groupes d'études et d'amitié : France-Laos, France-Thaïlande et France-Cambodge. Pourquoi ce choix ?

J'ai passé ma petite enfance jusqu'à l'âge de 12 ans au Laos. Il y a une part affective là-dedans. L'idée est de développer des coopérations avec ces pays. Au Laos, par exemple, je souhaite travailler sur la francophonie, sur un développement touristique de qualité et aider les entreprises françaises à investir dans ce pays. Pour l'anecdote, les Laotiens ont conservé trois choses de la présence française : la baguette de pain, la meilleure de l'Asie du Sud-est, l'apérito et la pétanque.

Le territoire a été réorganisé au sein d'une grande communauté urbaine de 405 000 habitants, GPS&O, qui a du mal trouver sa vitesse de croisière. Comment voyez-vous les choses ?

C'est très compliqué. Je pense qu'une étape à deux fois 200 000 habitants aurait été préférable. Mais loi ne l'a pas per-



Bruno Millienne doit partager son temps entre l'Assemblée nationale et les 88 communes de sa circonscription.

mis. C'est dommage on est assez trop loin, trop vite. Aujourd'hui, on a un territoire disparate avec une partie industrielle le long de la Seine et une partie plus rurale au nord-ouest. Il faut que les deux cohabitent. La construction de GPS&O s'est fait sur une base purement politique. Selon moi, c'était une erreur. Cela a généré beaucoup d'insatisfaction. Les maires ruraux ne se sentent pas écoutés. Il va falloir qu'il y ait des signes envers eux. Sur un territoire, il ne doit pas y avoir de politique politicienne. Seul, le projet compte. Il faut d'abord fixer des objectifs communs et voir les chemins à emprunter pour y parvenir. Aujourd'hui, ça manque de transparence. D'autre part, je pense qu'il y a un gros problème de gestion des ressources humaines. Sur le plan financier, GPS&O est dans le rouge. Ils vont voir droit à un pacte financier avec le gouvernement parce qu'ils n'arrivent pas à contenir l'augmentation de leurs dépenses de fonctionnement à 1,2 %, ni à se désendetter suffisamment sur les 8 ans à venir. Ils auraient bien fait de s'inspirer ce qui s'était fait à la Camy sur le plan des ressources humaines et du fonctionnement technique.

Selon vous, qu'elle est la bonne échelle et la bonne organisation pour la métropole du Grand Paris ?

Le schéma a minima du préfet de Région ne tient pas. Je suis pour un Grand Paris à l'échelle de l'Île-de-France. Cela n'aurait aucun sens ni économique, ni sociologique de faire un Grand Paris à l'échelle de la Petite Couronne. Paris et la Petite Couronne sont saturés. On annonce une forte poussée démographique en Essonne et en Seine-et-Marne, le plateau de Saclay, notre future Silicon Valley ne veut pas s'y retrouver comme un îlot. Il n'y a plus de place pour accueillir de nouvelles entreprises, ni de nouveaux logements. L'économie qui reste à développer est au-delà de la Petite Couronne, notamment l'économie verte.

Enfin le Grand Paris, c'est la métropole capitale de la France. Elle doit être à la taille des autres métropoles dans le monde.

Quid du mille-feuille institutionnel, communes, intercommunalités, départements, région et la métropole ?

Je pense que la structure métropole du Grand Paris en tant

que tel va disparaître. Si l'échelle de l'Île-de-France est retenue comme cela semble se profiler, ce sera au conseil régional de reprendre la stratégie. La Petite Couronne est déjà passée en établissement public de territoire. Concernant les départements de la Petite Couronne, il faudrait que cela soit leur dernière mandature. On peut parfaitement fonctionner directement dans des binômes Région-établissement public de territoire. Pour la Grande Couronne, on pourrait laisser une mandature supplémentaire aux départements de façon à ce que les EPCI montent en compétences et puissent, à terme, traiter directement avec la Région. L'argent ainsi économisé pourrait revenir au bloc communal qui doit regagner en compétences de proximité. On peut imaginer que certains services qui ont disparu reviennent en mairie. C'est à discuter avec les élus locaux.

« Construire des filières avec le monde agricole »

Vous êtes élu sur la circonscription la plus hétérogène des Yvelines avec les villes des Mureaux et d'Aubergenville, et plusieurs zones très rurales qui ont des problématiques très différentes. Quels sont vos dossiers prioritaires sur cette circonscription aussi disparate ?

Il y a des choses qui marchent bien, d'autres moins bien. Aux Mureaux par exemple, la politique de la Ville et le travail avec le milieu associatif fonctionnent très bien. Même s'il reste beaucoup à faire, on voit les progrès depuis une quinzaine d'années. Là, mon rôle est de soutenir et d'accompagner pour poursuivre les actions engagées.

En zone rurale et dans les communes périurbaines, comme Bonnières, l'un de mes objectifs est de faire revenir le petit commerce de centre bourg.

Mais la redynamisation des villages dépend aussi de l'économie, c'est pourquoi parallèlement à la vallée de la Seine qui va se développer autour des véhicules de demain. Il faudra mettre l'accent sur l'économie verte sur les territoires ruraux des Yvelines. Le tourisme vert est une piste à exploiter. Profitez de la Ryder Cup pour faire connaître les magnifiques golfs de la région et développer l'offre

d'hébergement autour de ces golfs. Il faut également travailler avec les filières agricoles et développer les circuits courts. Il faut également examiner les possibilités autour des énergies renouvelables comme la biomasse et la méthanisation. Tout cela, ce sont des emplois qui ne peuvent pas être délocalisés.

« La fibre est la condition sine qua non du développement économique »

Télétravail, coworking, pensez-vous que ces nouvelles façons de travailler pourraient être une solution pour le développement économique de votre circonscription de 88 communes en majorité en zone rurale.

Le déploiement de la fibre optique est un élément essentiel à la mise en œuvre des modes de travail. La fibre est la condition sine qua non du développement économique dans cette circonscription. Le déploiement est en cours. Il faut absolument le réussir au plus vite.

Vous avez décidé de créer une fondation pour soutenir des projets communaux, associatifs ou entrepreneuriaux, rénovation de bâtiments, actions culturelles ou éducatives, projets économiques. Comment fonctionnera-t-elle et quel sera son rôle ?

Il ne s'agit pas de concurrencer la Fondation de France, ni l'agence départementale Ingénieur Y. C'est tout simplement un outil complémentaire. La fondation va organiser des événements pour collecter des fonds. Elle est adossée à une commission de projets de territoire, une association dans laquelle siègeront des représentants de la société civile et pas d'élus. Cela change la donne. Cette commission jugera de l'intérêt des projets qui les adressera soit vers la fondation, si ce sont des projets d'intérêt, soit qui les aidera à monter une opération sur une plateforme de crowdfunding. C'est assez innovant. Je ne sais pas si cela va marcher, mais cela vaut de coup d'essayer pour faire émerger des initiatives venues de nos concitoyens.

Propos recueillis par Francine Carrière